ANNEE 1965 - N° 87 /PR-MJL.

SOMMAIRE :

Nomination de Mr. d'ALMEIDA Honoré
dans le Corps de la Magistrature.-

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

VU la Constitution du 11 Janvier 1964;

VU le Décret N°68/PR-SGG du 27 Septembre 1965, portant
formation du Gouvernement ;

VU le Décret n°64-54/PC-SGG du 2 Mai 1964 modifié par le Décret
n°65-68/PC-SGG du 3 Mars 1965 fixant les attributions des membres du Gouver-
nement;

VU la loi n°65-5 du 20 Avril 1965 portant Statut de la Magistra-
ture Dahoméenne;

VU la loi n°59-21 du 31 Août 1959 portant Statut Général de la
Fonction Publique;

VU la loi n°65-3 du 20 Avril 1965 fixant la composition, l'organ-
sation et le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature;

VU le Décret n°194/PC-MJL du 2 Juin 1965 portant composition de
la Commission d'avancement des Magistrats de l'ordre judiciaire;

VU le Décret n°226/PC-MJL du 1er Juillet 1965 portant classement
indiciaire des Magistrats;

VU le Décret n°61/150/PR-MJL du 31 Mai 1961 ayant délégué Mr.
d'ALMEIDA Honoré dans les fonctions de Juge dans le ressort de la Cour d'Ap-
pel de Cotonou;

VU la requête du 27 Avril 1965 de Mr. d'ALMEIDA Honoré sollicitant
son intégration dans la Magistrature Dahoméenne;

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de
la Législation;

Après avis de la Commission d'avancement

Après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature;

Le Conseil des Ministres entendu;

 E C R E T E :

ARTICLE 1er.- Conformément aux dispositions de l'article 82 de la loi n°65-5
du 20 Avril 1965 portant Statut de la Magistrature, Mr. d'ALMEIDA Honoré,
Greffier Principal de classe exceptionnelle, appartenant au cadre commun su-
périeur des greffier depuis le 1er Janvier 1951, est nommé dans le Corps de
la Magistrature Dahoméenne au 3° grade 1° échelon à compter du 31 Mai 1961.

ARTICLE 2.- Sont constatés, à compter des dates ci-après indiquées, les avancements d'échelon de Mr. d'ALMEIDA Honoré :

Magistrat du 3° grade 2° échelon = le 31 Mai 1963
" " " 3° échelon = le 31 Mai 1965

ARTICLE 3.- Les nomination et avancement constatés au titre des années 1961, 1962 et 1963 ne donnent lieu à augmentation de traitement que pour compter du 1er Janvier 1964.

ARTICLE 4.- Les solde et accessoires de l'intéressé sont imputables sur le chapitre 301-09 article 1er du Budget National Exercice 1965.

ARTICLE 5.- Mr. d'ALMEIDA Honoré est nommé Président par intérim du Tribunal de 1ère Instance de 2° classe de Ouidah.

ARTICLE 6.- Il prêtera, avant d'entrer en fonctions, le serment prévu par la loi.

ARTICLE 7.- Jusqu'à l'installation du Tribunal de 1ère Instance de Ouidah il continuera d'exercer ses fonctions de Juge Président de la Section Judiciaire de Ouidah.

ARTICLE 8.- Le Garde des Sceaux, ^{des} Ministre de la Justice et de la Législation et le Ministre des Finances ^{et} Affaires Economiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République du Dahomey.-

Fait à COTONOU, le 14 Octobre 1965

Par le Président de la République
Le President du Conseil, Chef du Gouvernement

J. AHOMADEGBE-TOMETIN

P. le Président de la République
absent,
Le Vice-Président de la République

J. AHOMADEGBE-TOMETIN

P. le Ministre des Finances/ ^{et} des Affaires
Economiques
Le Ministre de l'Intérieur
Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

F. APLOGAN

P. le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice et de la Législation

A. ADANDE

AMPLIATIONS :

	5
	5
L	5
nistères	9
G	3
ésor	2
	1
	2
	2
A	2
téressé	1
J.R.D.	1